

Le shadow banking en Chine: une nouvelle crise des subprimes?

04/02/2014, [Charles-Edouard Bouée](#), Huffington-Post

J'emprunte à dessein ce titre à Joe Zhang, banquier et économiste chinois, ancien directeur adjoint des activités de banque d'investissement d'UBS à Hong Kong, et qui a fondé en 2011 à Guangzhou, une shadow bank, spécialisée dans le microcrédit.

Il vient de publier un livre (*Inside China's Shadow Banking: The Next Subprime Crisis?*, Enrich Professional Publishing, 2014) dans lequel il montre que **la bulle du shadow banking, si elle éclate, pourrait avoir en Chine des effets comparables à la crise des subprimes aux Etats-Unis.**

Le *shadow banking* en Chine regroupe un certain nombre d'acteurs: des banques qui offrent des produits de gestion de fortune qui peuvent figurer en hors bilan, des institutions financières n'ayant pas le statut de banque, comme des firmes de microcrédit, des sociétés de garantie, des "*trust companies*", des sociétés financières spécialisées dans le financement des petites entreprises. Entre 2008 et 2012, les activités de *shadow banking* ont triplé en Chine et représentent aujourd'hui **20% du PIB, soit quelque chose comme 3 300 milliards de dollars...**

Si ces activités se sont développées, c'est que les banques traditionnelles ne peuvent offrir aux entreprises et aux régions les financements dont elles ont besoin, et que les rémunérations offertes aux investisseurs dans le système bancaire traditionnel sont faibles.

Mais le problème est que l'imagination déployée par les acteurs du *shadow banking* en terme de produits financiers, de titrisation de dettes, de rendements offerts (ou promis) les fait échapper pour une part à la régulation bancaire. Les acteurs les

plus en vue du *shadow banking* sont les *trust companies* qui collectent de l'argent auprès de banques et de riches investisseurs pour le prêter à des entreprises ou à des collectivités locales. Le montant total des crédits gérés par ces *trust companies* est aujourd'hui de l'ordre de 1 200 milliards de dollars, qui ont puissamment contribué à financer les énormes projets d'infrastructures et immobiliers des provinces chinoises. Le problème est que la solvabilité des emprunteurs n'est pas toujours évidente, alors que 600 milliards de dollars de ces crédits doivent être remboursés cette année.

Ces jours-ci, les mésaventures de l'une de ces *trust companies* ont été suivies de très près par la communauté financière chinoise et internationale. Il s'agit de la **China Credit Trust** qui avait collecté l'équivalent de 500 millions de dollars auprès de 700 investisseurs, via la banque publique ICBC, pour les prêter à une entreprise du Shanxi, Shanxi Zhenfu Energy Group, qui a fait faillite en 2012, laissant les investisseurs avec une perte potentielle de 420 millions de dollars... Ces fonds étaient censés être remboursés au 31 janvier, et l'ensemble de la communauté financière chinoise était anxieuse de voir ce qui allait se passer d'autant que la banque ICBC, qui avait pourtant distribué ce produit financier, avait dégagé sa responsabilité. Finalement, une solution a été trouvée *in extremis*, avec l'intervention d'un investisseur extérieur, ... du gouvernement et d'ICBC, qui permettra de rembourser l'intégralité du capital aux souscripteurs, ces derniers devant faire le sacrifice d'une partie appréciable des intérêts. La façon dont ce cas épineux a été résolu indique clairement que les autorités, conscientes du fait que d'autres *trust companies* sont en risque, feront tout pour éviter des faillites en chaîne de ces structures et que les plus exposées d'entre elles feront l'objet d'un "défaut organisé", préservant au moins le capital des investisseurs, ce qui serait une façon d'assainir en partie ce secteur. C'est en tout cas l'avis des plus optimistes des analystes financiers qui ont étudié le sujet ...